



CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

Rapport annuel

ANNÉE

2022

« En enseignant l'intégrité aux jeunes, nous leur donnons les connaissances, les compétences et les comportements nécessaires pour lutter contre les pratiques de corruption et établir de nouvelles normes de comportement et de nouvelles valeurs pour la société. »



Sommaire

Rapport annuel du CERC, exercice 2022 03

Qui sommes-nous 04

Résumé exécutif 04

Parmi les points forts de l'année : 05

Objectifs stratégiques du CERC 06

Progrès en 2022 07

Objectif 1 – Diagnostiquer les problèmes de corruption et utiliser les résultats comme référence pour stimuler des débats plus éclairés et formuler d'autres projets de lutte contre la corruption 07

Objectif 2 – Construire et soutenir des partenariats et des coalitions d'organisations de la société civile pour lutter plus efficacement contre la corruption 10

Objectif 3 – Inciter les citoyens et les jeunes à promouvoir plus activement l'intégrité 10

Objectif 4 – Construire des fondations de gouvernance ainsi que des structures et des processus opérationnels pour étendre le travail de lutte contre la corruption et de renforcement de l'intégrité à d'autres provinces 12

Youth Excel – Youth Represent DRC 13

2021-2022 – Un réseau d'organisations de jeunes engagées dans la recherche 14

Août 2022 – Data Summit des ICON à Kinshasa 14

Novembre 2022 – 45 jeunes accompagnés vers l'emploi 14

Structure, gouvernance et gestion 15

Bonne gouvernance 16

Gestion professionnelle 16

Nos politiques et règlements 18

Reconnaissance et remerciements 18

Revue financière 20

Tous les projets – État consolidé – tous les projets 20

Politique 002 – Conformité et normes de reporting 22

Fonds affectés – Les projets financés 24

Ressources – Les ressources 25

Dépenses – Les dépenses 25

Audit – Le rapport de l'auditeur indépendant 26

Politique de financement – Nos sources de financement 26

Note 1 – Projet Education Out Loud – état des dépenses et des recettes, du 1er janvier au 31 décembre 2022 27

Note 2 – Projet Education Out Loud – fonds reçus en 2022 28

Note 3 – Projet Education Out Loud – dépenses par rubrique 28

Note 4 – Projet Education Out Loud – solde de trésorerie au 31 décembre 2022 29

Note 5 – Non audité – Youth Excel (USAID / IREX) – dépenses au 31 décembre 2022 29

Youth Excel – par année – Dépenses et fonds reçus, 2021 et 2022 30

Note 6 – Non audité – Youth Excel (USAID / IREX) – financement et dernière demande d'avance, décembre 2022 30

Rapport annuel du CERC, exercice 2022



Dans sa quête d'un Congo libéré de la corruption, le **Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption (CERC)** est fier de présenter son rapport annuel pour l'année 2022. Ce document témoigne de notre engagement indéfectible à combattre l'inefficacité et la corruption dans les services publics et à plaider en faveur d'un changement positif.

Tout au long de l'année, l'équipe dévouée du CERC, en collaboration avec nos estimés partenaires et la jeunesse dynamique de Kinshasa et du Sud-Kivu, a travaillé sans relâche pour faire progresser les connaissances sur les causes et les conséquences de la corruption. Grâce à des initiatives novatrices, telles que la création de 204 Clubs d'Intégrité et la formation directe de 3060 élèves, nous avons donné à la prochaine génération les moyens de surveiller leur environnement scolaire et d'en exiger l'amélioration.

En outre, nous avons doté 278 enseignants et 138 chefs d'établissement des outils et des connaissances nécessaires pour lutter contre l'inefficacité et la corruption dans 150 écoles secondaires. L'impact de ces efforts s'est traduit par la résolution de 33 % des problèmes identifiés, allant de salles de classe inadéquates aux installations sanitaires, ce qui a démontré la différence concrète que peut faire l'action collective.

Ce rapport comprend également la déclaration de responsabilité des fonds, minutieusement établie conformément à nos statuts et à nos procédures comptables et de reporting.

Elle témoigne de notre engagement indéfectible en faveur de la transparence et d'une gestion responsable des ressources.

En faisant le bilan de l'année écoulée, nous sommes inspirés par les progrès accomplis et animés d'une énergie nouvelle face aux défis à venir. Ensemble, nous imaginons un Congo où le gouvernement, les institutions publiques, le monde politique, les entreprises et la société civile sont unis contre la corruption. Merci de nous accompagner dans ce parcours de transformation.

Cordialement,

Heri Bitamala
Président-directeur général

Qui sommes-nous

Le CERC est une organisation à but non lucratif basée en RDC qui donne aux jeunes et aux communautés locales les moyens de résoudre des problèmes complexes liés à la corruption.



NOTRE MISSION

Notre mission est de faire progresser les connaissances sur les causes et les conséquences de la corruption et de soutenir l'élaboration de nouvelles politiques et initiatives de lutte contre la corruption en République démocratique du Congo.

Nous croyons en la force et au potentiel des jeunes pour créer des solutions à certains des défis les plus pressants de notre époque. Animés par cette conviction, nous avons pour mission secondaire de doter les jeunes des compétences et des outils nécessaires pour susciter un changement positif vers des institutions et des services publics plus redevables, ouverts et inclusifs.

NOTRE VISION

Le CERC œuvre pour un Congo dans lequel :

- le gouvernement, le monde politique, les entreprises et la société civile sont exempts de corruption ;
- les individus et les groupes disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour agir afin de revendiquer et de défendre leurs droits humains et ceux des autres ;
- des capacités de leadership local émergent pour influencer les décideurs et amener les gouvernements à rendre compte des besoins et des aspirations des citoyens.

Résumé exécutif



En 2022, le CERC a réalisé des avancées significatives dans l'accomplissement de sa mission. 138 chefs d'établissement et 278 enseignants ont suivi une formation approfondie sur le renforcement de l'intégrité et les mesures de lutte contre la corruption au sein du système éducatif. Cette initiative d'envergure visait à instaurer une culture de redevabilité et de conduite éthique dans les écoles.

Par ailleurs, dans le cadre du projet Youth Excel financé par l'USAID, le CERC a facilité la réinsertion socio-économique de 45 jeunes sans emploi et sous-représentés à Kinshasa. Cette initiative a non seulement apporté un soutien concret à ces personnes, mais a également contribué aux efforts plus larges de lutte contre la corruption et l'inefficacité.

Résumé exécutif (suite)

Un aspect essentiel du travail du CERC en 2022 a été la formation de 2250 élèves aux mécanismes permettant de favoriser la redevabilité au sein de leur environnement scolaire. Cet investissement dans la jeune génération lui a donné les compétences et les connaissances nécessaires pour participer activement au suivi des services éducatifs et plaider pour leur amélioration.

La collaboration a également été une pierre angulaire des efforts du CERC en 2022. L'organisation s'est associée au Réseau des parlementaires africains contre la corruption (APNAC RDC) pour rédiger et déposer deux propositions de loi visant à intégrer les Clubs d'Intégrité et l'éducation à l'intégrité dans le programme scolaire de la RDC. Ce partenariat stratégique a représenté une étape importante vers l'intégration de mesures de lutte contre la corruption dans le cadre éducatif du pays.

Avec cette stratégie révisée, le CERC a fait preuve d'un engagement en faveur de l'innovation et d'une volonté de prendre des mesures audacieuses pour accomplir sa mission, qui consiste à amener les puissants à rendre des comptes pour le bien de la société. Bien qu'il opère dans des conditions extrêmement difficiles, le CERC est resté résolu à poursuivre son objectif d'un Congo sans corruption.

L'organisation est prête à affronter les années à venir avec détermination, portée par le soutien continu et la générosité de donateurs de longue date comme de nouveaux donateurs. Cet effort collectif garantit la poursuite sans relâche du travail essentiel du CERC.

Parmi les points forts de l'année :

En 2022, le CERC a franchi plusieurs étapes importantes, démontrant son engagement indéfectible à lutter contre la corruption et l'inefficacité dans les services publics. Parmi les points forts de l'année, citons :

- **Formation approfondie des chefs d'établissement et des enseignants :** le CERC a organisé des sessions de formation intensives pour 138 chefs d'établissement et 278 enseignants. Ce programme était axé sur le renforcement de l'intégrité et la transmission de mesures de lutte contre la corruption au sein du système éducatif, afin de les doter de compétences et de connaissances essentielles.
- **Réinsertion socio-économique de jeunes sous-représentés :** grâce au projet Youth Excel financé par l'USAID, le CERC a joué un rôle déterminant dans la réinsertion socio-économique de 45 jeunes sans emploi et sous-représentés à Kinshasa. Cette initiative a non seulement apporté un soutien concret à ces personnes, mais a également contribué aux efforts plus larges de lutte contre le chômage.

- **Autonomisation des élèves :** 2250 élèves ont acquis des connaissances et des compétences pour favoriser la redevabilité au sein de leur environnement scolaire. Cet investissement dans la jeune génération a été essentiel pour bâtir une culture de vigilance et de plaidoyer en faveur de meilleurs services éducatifs.
- **Collaboration stratégique avec les parlementaires africains :** le CERC a noué un partenariat stratégique avec le Réseau des parlementaires africains contre la corruption. Ensemble, ils ont rédigé et déposé deux propositions de loi visant à intégrer les Clubs d'Intégrité et l'éducation à l'intégrité dans le programme scolaire de la RDC. Cet effort de collaboration a représenté une étape importante vers l'intégration de mesures de lutte contre la corruption dans le cadre éducatif du pays.

Ces réalisations ont témoigné du dévouement du CERC à sa mission et de l'impact positif qu'il continuait d'avoir sur les jeunes, les établissements scolaires et la communauté au sens large. Malgré les difficultés rencontrées, la vision stratégique du CERC pour 2022-2025 intègre des mesures solides non seulement pour répondre aux préoccupations immédiates, mais aussi pour se préparer à d'éventuelles crises futures. Cette approche tournée vers l'avenir reflète l'engagement de l'organisation à amener les puissants à rendre des comptes pour le bien de la société. Avec le soutien de donateurs, anciens comme nouveaux, le CERC est prêt à poursuivre son travail essentiel dans les années à venir.

Objectifs stratégiques du CERC



En 2022, nous avons concentré notre attention sur quatre objectifs prioritaires et stratégiques. Nous les avons conçus comme les composantes interdépendantes d'une démarche unique, chacune renforçant les autres. Ces quatre axes prioritaires ont influé sur quatre dimensions essentielles de la société congolaise : la population, les principes éthiques, les institutions et les cadres juridiques.

- **OBJECTIF 1 :** Diagnostiquer les problèmes de corruption et utiliser les résultats comme référence pour stimuler des débats plus éclairés et formuler d'autres projets de lutte contre la corruption.
- **OBJECTIF 2 :** Construire et soutenir des partenariats et des coalitions d'organisations de la société civile pour lutter plus efficacement contre la corruption.
- **OBJECTIF 3 :** Inciter les citoyens et les jeunes à promouvoir plus activement l'intégrité.
- **OBJECTIF 4 :** Construire des fondations de gouvernance ainsi que des structures et des processus opérationnels pour étendre le travail de lutte contre la corruption et de renforcement de l'intégrité à d'autres provinces.

Progrès en 2022



OBJECTIF 1

Diagnostiquer les problèmes de corruption et utiliser les résultats comme référence pour stimuler des débats plus éclairés et formuler d'autres projets de lutte contre la corruption

En 2022, le CERC a lancé des initiatives novatrices en matière de recherche et d'études sur la corruption. Il a notamment organisé des ateliers de consultation avec de hauts responsables de l'éducation et d'autres personnalités influentes du secteur éducatif. Grâce à ces ateliers, le CERC a analysé les causes profondes qui contribuent à la corruption et à la mauvaise gestion des fonds publics. Ces résultats ont constitué une base essentielle pour favoriser des discussions éclairées et orienter les futures initiatives de lutte contre la corruption dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'administration publique et de la justice.

En outre, l'enquête approfondie du CERC, menée auprès de 2250 élèves dans 150 écoles, a joué un rôle déterminant pour comprendre le niveau d'implication des jeunes et leurs motivations à défendre l'intégrité. Cette enquête a fourni des éclairages essentiels qui ont permis d'élaborer une approche adaptée et durable pour mobiliser les jeunes dans la promotion de l'intégrité.

RÉSULTAT 1 :

Le CERC a animé un atelier de consultation sur l'éducation à l'intégrité avec 96 hauts responsables de l'éducation, dont 3 parlementaires, à Bukavu et à Kinshasa

En 2022, le CERC a animé une rencontre déterminante réunissant 96 participants, dont de hauts responsables de l'éducation, des parlementaires, des journalistes, des représentants du syndicat des enseignants et des fondateurs d'écoles. Organisé dans le cadre du projet « Students Acting for Accountability and Quality of Education in DRC », cet événement avait pour objectif d'évaluer l'efficacité de l'approche du CERC en matière de lutte contre la corruption dans le secteur éducatif de la RDC.

L'un des principaux résultats de cet atelier a été la conclusion d'un protocole d'accord. Ce document a représenté une étape marquante, puisqu'il consacrait l'intégration des Clubs d'Intégrité dans toutes les écoles secondaires du Sud-Kivu et de Kinshasa. Il convient de souligner que cet accord a reçu l'approbation formelle du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, représenté par la Direction provinciale de l'éducation du Sud-Kivu 1, ainsi que du CERC.



Figure 1 : Hauts responsables réunis lors d'un atelier à Bukavu pour discuter des stratégies de lutte contre la corruption dans les services publics. Photo : CERC Bukavu

Cet effort de collaboration a représenté une avancée importante vers une culture de redevabilité et d'intégrité dans le paysage éducatif de la RDC. L'intégration des Clubs d'Intégrité dans le secteur de l'éducation constituera un puissant levier pour permettre aux élèves de participer activement à l'amélioration de la qualité de l'éducation et à l'éradication de la corruption.

RÉSULTAT 2 :

Le CERC a mené une étude approfondie sur son modèle de Clubs d'Intégrité au Sud-Kivu et à Kinshasa

En 2022, dans le cadre de l'initiative « Students Acting for Accountability and Quality of Education » financée par le Partenariat mondial pour l'éducation, le CERC a mené une enquête approfondie sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) relative à son modèle de Clubs d'Intégrité au Sud-Kivu et à Kinshasa (en République démocratique du Congo). Cette étude visait à identifier des modèles de mise en œuvre efficaces et à cartographier les principales parties prenantes pour une mise en œuvre réussie et un soutien de la communauté.

La recherche a été conçue de manière stratégique pour s'aligner sur l'approche des 4E pour comprendre et influencer les comportements : **ENABLE (permettre), ENCOURAGE (encourager), ENGAGE (mobiliser) et EXEMPLIFY (montrer l'exemple).**



Figure 2 : Membres des Clubs d'Intégrité lors d'un atelier à Bukavu, discutant des stratégies de lutte contre la corruption dans les services publics. Photo : CERC Bukavu.

Principaux constats :**Les principaux constats qui se dégagent des données pour le Sud-Kivu et Kinshasa sont présentés ci-dessous :**

- Les jeunes reconnaissent l'importance de l'intégrité et sont motivés à améliorer la société dans laquelle ils vivent et les écoles dans lesquelles ils étudient. Cependant, il est admis que le changement sera lent dans les communautés aux traditions fortes et qu'un effort collectif, plutôt qu'individuel, sera nécessaire.
- La possibilité de se développer personnellement est un facteur de motivation pour devenir moniteur. En participant aux Clubs d'Intégrité, les participants ont acquis de nouvelles connaissances et compétences pour s'attaquer aux problèmes liés à l'intégrité, comme la corruption.
- Dans les écoles où les enseignants points focaux sont actifs et où les chefs d'établissement apportent leur soutien, le climat est favorable au suivi, et l'on observe une certaine participation aux activités parascolaires organisées par les Clubs d'Intégrité. La confiance en soi et la connaissance des droits civiques ont progressé chez les jeunes impliqués dans les activités de suivi.
- Le CERC a apporté un certain soutien ; toutefois, celui-ci est jugé insuffisant en fréquence et en contenu. Cela a eu un effet démotivant et, dans certains cas, a contribué à une perte de confiance.
- Le manque de soutien familial reste un défi, en particulier pour les jeunes issus de milieux financièrement plus défavorisés. Toutefois, lorsque les familles avaient assisté à des séances de sensibilisation, elles étaient plus enclines à soutenir les activités de suivi.
- Les priorités scolaires concurrentes et le manque de temps sont également des facteurs qui dissuadent les élèves de consacrer bénévolement leur temps.
- On observe un manque d'engagement politique : les représentants politiques locaux ne s'investissent pas dans les activités menées par les jeunes. Cela est lié au faible engagement des responsables des projets que les jeunes suivent, ainsi que des membres de la communauté. Ce faible engagement affecte considérablement le niveau de motivation des moniteurs, et le peu de priorité accordée au suivi dissuade les non-moniteurs.
- Au sein des Clubs d'Intégrité scolaires, des plaintes ont été formulées concernant la faible assiduité, l'immaturité et le faible engagement des jeunes, en particulier sur une longue période. Cette perte de dynamisme des groupes peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment le faible engagement des pairs, des enseignants et des organisations partenaires.
- Des mesures ont été prises pour intégrer certaines activités de suivi dans la vie quotidienne des élèves, par exemple la mise en place de mécanismes de suivi de la ponctualité des enseignants.

- À long terme, un obstacle au maintien de l'engagement de l'ensemble des jeunes dans les activités de suivi est la perspective d'une migration pour l'emploi, la poursuite des études ou le mariage (pour les jeunes filles).
- Malgré la volonté de voir le changement dans les écoles et dans la communauté, peu d'éléments montrent que les moniteurs intègrent des mécanismes de suivi à long terme. Il n'existe aucun mécanisme permettant de suivre les activités des anciens moniteurs ; il est donc difficile de savoir dans quelle mesure ils continuent à participer au suivi et quel en est l'impact.

OBJECTIF 2

Construire et soutenir des partenariats et des coalitions d'organisations de la société civile pour lutter plus efficacement contre la corruption

La lutte contre la corruption, par quelque moyen que ce soit, reste très dangereuse en RDC. La mener en toute sécurité exige un effort conjoint de nombreuses institutions et personnes issues de tous les horizons de la société, y compris des acteurs étatiques et non étatiques et des particuliers.

RÉALISATIONS EN 2022

En 2022, le CERC s'est associé au Réseau des parlementaires africains contre la corruption pour formuler deux propositions de loi visant à intégrer des protocoles de lutte contre la corruption dans le secteur de l'éducation en RDC.

Grâce à un engagement actif auprès des parlementaires, le CERC a efficacement influencé l'élaboration des politiques au niveau législatif.

Cet effort de collaboration a garanti que l'éducation à l'intégrité soit non seulement intégrée au programme scolaire, mais aussi consolidée par le cadre juridique. Cette étape importante a jeté les bases d'une approche systématique et normalisée pour inculquer les valeurs d'intégrité dans les établissements scolaires de toute la République démocratique du Congo.

OBJECTIF 3

Inciter les citoyens et les jeunes à promouvoir plus activement l'intégrité

En février 2022, le CERC a lancé un projet de 18 mois, généreusement financé par le Partenariat mondial pour l'éducation, dans le but de créer des Clubs d'Intégrité dans 150 écoles secondaires de Kinshasa et du Sud-Kivu.

Le projet ne se limitait pas à sensibiliser aux effets néfastes de la corruption ; il visait également à doter les jeunes des compétences et des connaissances nécessaires pour participer activement au suivi de la réforme prévue par la Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025 de la RDC.

Cette initiative ciblait six communes du Sud-Kivu et six communes de Kinshasa, afin que tous les élèves, en particulier les filles, aient accès à des services éducatifs de qualité, redevables, inclusifs et équitables.

RÉALISATIONS EN 2022

300 élèves formés aux mécanismes de renforcement de la redevabilité dans les écoles

Donner à nos jeunes les moyens de lutter contre la corruption commence par leur apprendre à la reconnaître. L'une des initiatives les plus marquantes du CERC en 2022 a été la création de 204 Clubs d'Intégrité au Sud-Kivu et à Kinshasa. Ces clubs ont doté 2250 élèves, âgés de 14 à 19 ans, des compétences et des ressources nécessaires pour assurer le suivi des services éducatifs dans leurs écoles. Cette approche novatrice a cultivé non seulement le sens de la responsabilité civique chez les jeunes, mais leur a aussi donné les moyens d'amener leurs dirigeants à rendre des comptes. Cette initiative a amélioré non seulement la qualité de l'éducation, mais a aussi créé un précédent en matière de leadership éthique au sein du système éducatif.

Le dévouement du CERC à cette cause n'est pas passé inaperçu au sein des communautés qu'il sert. Le succès des actions de plaidoyer menées par les élèves, qui ont permis de résoudre 33 % des problèmes identifiés, en a dit long sur l'efficacité de l'organisation à mobiliser les jeunes et à leur donner les moyens d'agir. Cet impact tangible a souligné la capacité du CERC à traduire sa vision en changements positifs et concrets sur le terrain.



En enseignant l'intégrité aux jeunes, nous leur donnons les connaissances, les compétences et les comportements nécessaires pour lutter contre les pratiques de corruption et établir de nouvelles normes de comportement et de nouvelles valeurs pour la société

Le programme d'éducation à l'intégrité dans les écoles part du principe qu'un changement profond ne peut se produire que si les jeunes sont encouragés et outillés pour agir avec intégrité dès leur plus jeune âge. Pour ce faire, le CERC travaille avec les écoles locales, qui mobilisent activement les élèves au sein des **Clubs d'Intégrité** afin de découvrir ce qui les préoccupe le plus et dans quels domaines les services et les infrastructures éducatifs peuvent être améliorés. Les élèves sont formés à la collecte de preuves et au plaidoyer auprès des responsables scolaires afin d'identifier et de mettre en œuvre des solutions aux crises de l'éducation.

138 chefs d'établissement et 278 enseignants formés au renforcement de l'intégrité et aux mesures de lutte contre la corruption dans le système scolaire

Les programmes de formation du CERC destinés aux enseignants et aux chefs d'établissement de 150 écoles secondaires du Sud-Kivu et de Kinshasa ont témoigné de son approche globale. En dotant les éducateurs des connaissances et des ressources nécessaires pour lutter contre l'inefficacité et la corruption dans les services éducatifs, le CERC favorisait un effort collectif visant à créer un environnement propice à l'apprentissage et à l'épanouissement.



Figure 3 : Un participant à l'atelier signant le protocole d'accord. Bukavu, mars 2023

OBJECTIF 4

Construire des fondations de gouvernance ainsi que des structures et des processus opérationnels pour étendre le travail de lutte contre la corruption et de renforcement de l'intégrité à d'autres provinces

Pour que le CERC puisse lutter avec succès contre la corruption, nous devons disposer des compétences et de l'expertise nécessaires. C'est pourquoi l'un de nos domaines prioritaires pour 2021 était de renforcer les capacités de notre organisation et de ses principaux membres du personnel.

RÉALISATIONS EN 2022

S'appuyant sur l'expertise et les ressources nationales, 19 membres du personnel du CERC, dont des stagiaires, ont bénéficié d'une série de formations, notamment en **développement et gestion de programmes, suivi, évaluation et apprentissage, plaidoyer et engagement politique, gestion financière et audit financier**, dispensées par le **Group d'Etudes et Capacitation en Gestion (BEAG)**.

PLAN POUR 2023 :

Au fur et à mesure qu'il développera et suivra sa capacité institutionnelle, le CERC sera progressivement perçu comme une passerelle vers les ressources et l'expertise nationales en matière de lutte contre la corruption en 2022. Il commencera à se transformer pour devenir l'une des institutions de renforcement des capacités dans le domaine de la lutte contre la corruption en RDC.

RÉSULTATS ATTENDUS EN 2023

- Le conseil d'administration du CERC est composé de personnalités éminentes issues de milieux et d'expertises variés (développement, droits humains, gouvernance démocratique, développement des jeunes, secteur privé et renforcement des capacités).
- Le directeur exécutif et le conseil d'administration du CERC ont la possibilité de participer à des événements régionaux et internationaux de lutte contre la corruption afin d'apprendre et de tisser des liens avec d'autres partenaires et des experts internationaux.
- La compréhension mutuelle et la confiance entre les institutions congolaises et le CERC sont renforcées.

FINANCÉ PAR L'USAID À TRAVERS IREX

Youth Excel – Youth Represent DRC

En 2022, le réseau d'organisations de jeunes réuni par le CERC à Kinshasa a présenté ses recherches lors d'un Data Summit et les a traduites en actions pour 45 jeunes sans emploi.



Youth Excel : Our Knowledge, Leading Change était une initiative mondiale financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et conduite par IREX. En RDC, le CERC l'a mise en œuvre à Kinshasa sous le nom de **Youth Represent DRC**, avec l'appui technique de Search for Common Ground (SFCG). Le projet a aidé des organisations dirigées par des jeunes ou à leur service à mener des recherches de mise en œuvre, à utiliser les données pour améliorer leurs programmes et à dialoguer avec les décideurs.

En 2022, le projet a été mis en œuvre dans le cadre de l'accord de sous-subvention du CERC avec IREX FY22-YOUTH_EXCEL-CERC-01, au titre duquel le CERC a reçu **51 529,10 USD** d'avances d'IREX en 2022.

Les avances reçues en 2021 (32 506,71 USD) sont présentées dans le rapport 2020-2021, et le dernier versement (6 746,05 USD) a été reçu en février 2023.

2021-2022

Un réseau d'organisations de jeunes engagées dans la recherche

Le travail s'est appuyé sur le réseau collaboratif thématique (ICON) constitué en 2021 : **10 organisations dirigées par des jeunes ou à leur service** à Kinshasa, dont une organisation dirigée par des personnes LGBTQI et deux organisations dirigées par des personnes vivant avec un handicap. Formés par le CERC à la recherche de mise en œuvre ainsi qu'à l'égalité des sexes et à l'inclusion sociale, les jeunes membres du réseau ont conçu et mené des recherches sur l'inclusion des jeunes sous-représentés et marginalisés dans les programmes d'éducation et de développement de la main-d'œuvre, et ont rassemblé leurs résultats dans des produits de connaissance finaux.

AOÛT 2022

Data Summit des ICON à Kinshasa

En août 2022, le CERC, en partenariat avec IREX et SFCG, a organisé le Data Summit des ICON à Kinshasa. Le sommet s'inscrivait dans les ICON de Youth Excel, un projet de recherche participative des jeunes à Kinshasa et au Nord-Kivu qui visait à renforcer la capacité des jeunes sous-représentés à obtenir des moyens de subsistance durables et à les aider à faire avancer les priorités de développement.

Sur le thème « Accroître l'inclusion des jeunes sous-représentés et marginalisés dans l'éducation et dans les programmes de développement de la main-d'œuvre », les participants des ICON ont présenté leurs produits de connaissance finaux à un large éventail de parties prenantes.



Figure 4 : Une participante présente ses travaux au Data Summit Youth Represent DRC. Kinshasa, août 2022. Photo : CERC

NOVEMBRE 2022

45 jeunes accompagnés vers l'emploi

S'appuyant sur leurs recherches, **9 organisations** formées dans le cadre du projet ICON se sont associées pour concevoir et mettre en œuvre un projet conjoint à impact rapide (QIP), « Réinsertion socio-économique de 45 jeunes sans emploi et sous-représentés à Kinshasa ».

Le projet a offert aux **45 jeunes** des formations professionnelles, des ateliers de renforcement des capacités, du mentorat et l'accès à des ressources pour chercher un emploi ou créer une entreprise.

Des activités de groupe et des occasions de réseautage les ont aidés à former une communauté solidaire et à échanger idées et expériences.

En décembre 2022, le CERC a réalisé les formations ICON de l'activité 4. Les microsubventions pour des activités génératrices de revenus, l'impression des certificats de participation aux formations et les visites de suivi et d'évaluation étaient prévues pour les semaines suivantes, en attendant la validation du rapport de novembre.



Figure 5 : Travaux de groupe au Data Summit Youth Represent DRC. Kinshasa, août 2022.
Photo : CERC

RÉSULTATS EN 2022

- Résultats de recherche et produits de connaissance des jeunes présentés aux parties prenantes lors du Data Summit de Kinshasa (août 2022).
- 9 organisations de jeunes de l'ICON engagées dans un projet conjoint à impact rapide.
- 45 jeunes sans emploi et sous-représentés accompagnés vers la réinsertion socio-économique à Kinshasa.
- Rapports financiers mensuels de novembre et décembre 2022 approuvés par IREX.

Les dépenses du projet sont présentées dans la revue financière à la fin du présent rapport, et en détail dans le rapport du projet Youth Excel.

Structure, gouvernance et gestion



L'organisation a débuté en tant qu'association à but non lucratif en 2017. Aujourd'hui, ses activités sont régies par ses statuts du 15 avril 2017 (tels que modifiés en mai 2021). Le Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption est enregistré en vertu de la loi 004/2001 en tant qu'organisation d'utilité publique sous le numéro d'enregistrement F92/42579.

Bonne gouvernance

La structure de gouvernance de notre organisation locale est transparente et conforme aux lois applicables. Nous nous efforçons de suivre les principes des meilleures pratiques de gouvernance.

Nous avons :

- **UN ORGANE DIRECTEUR** qui supervise et évalue le directeur exécutif et supervise le programme et les questions budgétaires. Il définit la stratégie globale, conformément à la mission de l'organisation, et veille à ce que les ressources soient utilisées de manière efficace et appropriée, à ce que la performance soit mesurée, à ce que l'intégrité financière soit garantie et à ce que l'engagement social soit maintenu.
- **DES PROCÉDURES ÉCRITES** déterminant la nomination, les responsabilités et les mandats des membres de l'organe directeur, ainsi que la prévention et la gestion des conflits d'intérêts.
- **UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE** habilitée à nommer et à remplacer les membres de l'organe directeur. Le conseil d'administration se réunit tous les trimestres. Son rôle relève de la gouvernance et de la supervision stratégique. Il approuve le budget ainsi que les plans opérationnels et stratégiques, nomme le président-directeur général et approuve la politique générale en matière d'emploi du personnel. Le conseil contribue de nombreuses façons au travail du CERC, par exemple par l'intermédiaire de sous-comités, en approuvant la stratégie et les nouvelles politiques, et en donnant des conseils en matière de collecte de fonds. Le conseil se prononce également sur les questions importantes qui touchent l'image publique du CERC, par exemple l'opportunité de soutenir des campagnes promues par d'autres organisations ou de recourir à des formes de collecte de fonds susceptibles d'être jugées sensibles, ainsi que sur toute question ayant des implications juridiques importantes. Toutes les autres décisions sont déléguées au directeur général, qui consulte le conseil, collectivement ou individuellement, lorsque ses membres disposent de l'expertise nécessaire pour y contribuer ou sont susceptibles d'avoir des positions affirmées sur une question donnée.

Gestion professionnelle

Nous gérons notre organisation de manière professionnelle et efficace. Nos politiques et procédures visent à promouvoir l'excellence à tous égards.

- **CONTRÔLES FINANCIERS** : des procédures internes de contrôle financier garantissent que tous les fonds sont utilisés efficacement et réduisent au minimum le risque de détournement. Nous suivons les principes des meilleures pratiques en matière de gestion financière.
- **ÉVALUATION** : nous cherchons à améliorer notre efficacité de manière continue. Nous avons défini des procédures d'évaluation pour nos conseils, notre personnel, nos programmes et nos projets, fondées sur la redevabilité mutuelle.
- **PARTENAIRES** : notre intégrité organisationnelle implique de veiller à ce que nos partenaires respectent eux aussi les normes les plus élevées d'honnêteté et de redevabilité, et qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour n'entretenir aucune relation avec des organisations ou des personnes impliquées dans des pratiques illégales ou contraires à l'éthique.
- **RESSOURCES HUMAINES** : notre performance et notre réussite reflètent la qualité de notre personnel, de nos bénévoles et de nos pratiques de gestion, et nous nous engageons à investir dans le développement des ressources humaines. La rémunération et les avantages trouvent un équilibre entre les attentes du public à l'égard des organisations à but non lucratif et la nécessité d'attirer et de retenir le personnel dont nous avons besoin pour accomplir notre mission. Nos politiques de ressources humaines visent à se conformer pleinement aux réglementations internationales et nationales du travail applicables, tout en appliquant les meilleures pratiques du secteur associatif en matière de droits et de sécurité des membres de l'équipe et des bénévoles, de santé et d'hygiène au travail, et d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les politiques de ressources humaines prévoient des procédures d'évaluation régulière de la performance de l'ensemble du personnel.
- **POTS-DE-VIN ET CORRUPTION** : les politiques de ressources humaines interdisent expressément tout acte de corruption ou de versement de pots-de-vin par le personnel ou par d'autres personnes travaillant pour l'organisation ou en son nom.
- **LANCEURS D'ALERTE** : les membres du personnel sont encouragés à signaler à la direction les activités susceptibles de ne pas être conformes à la loi ou à notre mission et à nos engagements.

Nos politiques et règlements

Notre légitimité découle de la qualité de notre travail ainsi que de la reconnaissance et du soutien des personnes avec lesquelles et pour lesquelles nous travaillons, mais aussi de nos donateurs et du grand public. Le CERC est attaché à l'ouverture, à la transparence et à l'honnêteté concernant ses structures, ses objectifs, ses politiques et ses activités ; nous communiquons activement avec les parties prenantes et rendons l'information accessible au public.

En tant que petite organisation, nous savons à quel point il est difficile de formaliser des politiques et des procédures. C'est pourquoi nous nous engageons à partager nos politiques pour que vous puissiez les utiliser, et nous mettrons à jour en continu les politiques proposées ici. N'hésitez pas à les utiliser et à les adapter aux besoins de votre organisation.

Reconnaissance et remerciements



Chers membres et sympathisants du CERC,

Au terme de l'année 2022, c'est avec un profond sentiment de gratitude et d'accomplissement que nous revenons sur les progrès réalisés dans la poursuite de notre vision commune d'un Congo sans corruption. Le dévouement inlassable de notre équipe, l'engagement indéfectible de nos partenaires et la détermination sans faille des jeunes impliqués ont été les piliers de nos progrès.

Grâce à nos Clubs d'Intégrité, nous avons donné à plus de 2250 jeunes esprits les moyens d'agir, en les dotant des connaissances et des compétences nécessaires pour assurer le suivi des services éducatifs dans leurs écoles et plaider pour leur amélioration. Cette initiative de terrain a non seulement favorisé un sentiment d'appropriation chez les jeunes, mais s'est aussi révélée déterminante pour impulser un changement positif. Par ailleurs, nos programmes de formation destinés aux enseignants et aux chefs d'établissement ont joué un rôle essentiel en dotant le secteur de l'éducation des outils nécessaires pour lutter contre l'inefficacité et la corruption.

Reconnaissance et remerciements (suite)

En investissant dans les éducateurs eux-mêmes, nous sommes conscients d'agir sur le changement à sa source même, garantissant ainsi un impact durable pour les années à venir.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : grâce aux efforts concertés de nos actions de plaidoyer menées par les élèves, nous avons résolu 33 % des problèmes identifiés, allant d'infrastructures inadéquates aux installations sanitaires. Ces résultats concrets témoignent de la force de l'action collective et du potentiel que recèle la jeunesse de notre nation.

Alors que nous allons de l'avant, restons fermes dans notre quête d'un Congo où l'intégrité imprègne chaque aspect de la vie publique.

Ensemble, nous avons montré que le changement est non seulement possible, mais réalisable grâce à des efforts concertés et fondés sur des principes. Que notre vision commune continue de nous inspirer dans les jours à venir.

Avec mes chaleureuses salutations,



Heri Bitamala
Directeur exécutif

EXERCICE 2022 - PROJET EDUCATION OUT LOUD AUDITÉ, YOUTH EXCEL NON AUDITÉ

Revue financière



La présente revue financière couvre l'exercice 2022. Elle repose principalement sur l'état de dépenses et de recettes du projet « Students Acting for Accountability and Quality of Education » (« Élèves agissant pour la redevabilité et la qualité de l'éducation »), financé par Education Out Loud (EOL) par l'intermédiaire d'Oxfam IBIS et mis en œuvre par le CERC, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Cet état a été audité par **DWAC** (Divine wisdom For assisting and consulting), Kinshasa, selon les Normes internationales d'audit (ISA) ; le rapport d'audit est signé par **Mac NGUBI, expert-comptable**, et daté du 7 avril 2023. La revue présente également les dépenses du projet Youth Excel au 31 décembre 2022, tirées du rapport financier du CERC à IREX pour décembre 2022, approuvé par IREX : **ces chiffres n'ont pas été audités**. Les comptes du projet Education Out Loud sont tenus en USD, selon les principes d'une comptabilité de trésorerie ; les chiffres de Youth Excel sont également exprimés en dollars américains.

TOUS LES PROJETS

État consolidé – tous les projets

Ressources, dépenses et soldes de tous les projets confondus, pour 2022 comparé à 2021.

Ressources et dépenses	2022 USD	2021 USD
Fonds reçus		
Coalition CNUCC	–	3 431,50

Ressources et dépenses	2022 USD	2021 USD
USAID / IREX – Youth Excel	51 529,10	32 506,71
PME / Oxfam IBIS – Education Out Loud	361 361,00	23 986,00
Ressources propres du CERC	–	9 380,75
Total des fonds reçus	412 890,10	69 304,96
Dépenses, tous projets confondus		
Charges de personnel	107 330,42	18 150,72
Activités des programmes	168 350,36	26 290,00
Déplacements et transport	12 825,65	392,00
Loyer, fonctionnement et équipement	46 459,73	12 956,75
Honoraires, formation du personnel et audit	5 000,00	–
Administration et frais généraux	5 852,29	2 023,78
Restitution de fonds non utilisés à un bailleur	–	6 424,23
Total des dépenses	345 817,45	66 237,48
Fonds reçus moins dépenses	67 072,65	3 067,48
Solde reporté de l'exercice précédent	13 013,07	9 945,59
Ajustements (voir l'état des fonds)	4,50	–
Solde reporté à l'exercice suivant	80 090,22	13 013,07

Catégories : charges de personnel (salaires et avantages) ; activités des programmes (travail avec les élèves, les écoles, les communautés et les organisations de jeunes, recherche, plaidoyer, sensibilisation et formation des bénéficiaires) ; déplacements et transport lorsqu'ils sont présentés séparément ; loyer, fonctionnement et équipement (loyer, bureau, énergie, communication, fournitures, impression, équipement, autres coûts directs et frais bancaires) ; honoraires, formation du personnel et audit ; administration et frais généraux. Partiellement audité : le projet Education Out Loud a été audité par DWAC (notes 1 à 4 ; l'audit arrondit son total, de sorte que les catégories le dépassent de 1 USD) ; Youth Excel n'est pas audité (rapport financier de décembre 2022 approuvé par IREX, notes 5 et 6, moins les dépenses jusqu'en décembre 2021, qui sont celles de 2021).

Revue financière (suite)

Ressources d'Education Out Loud : les deux virements de 2022 (361 361 USD). L'audit du projet s'ouvre sur une trésorerie de 751 USD au 1er mars 2022 : le solde de l'année zéro de 746,50 USD reporté et 4,50 USD d'ajustement – le grand livre du CERC a repris 746,41 USD et le compte bancaire contenait aussi 5,06 USD de fonds propres du CERC laissés pour les frais : 751,47 USD, présentés comme 751 USD par l'audit, qui travaille en dollars entiers. Audité : audit 2021 par Group BEAG (28 janvier 2022) : ressources 69 304,96 USD, dépenses et restitution 66 237,48 USD, trésorerie au 31 décembre 2021 13 013,07 USD. Les chiffres 2021 sont ceux de l'audit ; ils diffèrent légèrement du rapport financier de l'année zéro à Oxfam IBIS (70,36 USD), du montant CNUCC de la déclaration de responsabilité des fonds (0,15 USD) et de la restitution à Accountability Lab qu'elle indiquait (0,80 USD) : voir l'état des fonds. Le loyer, le fonctionnement et l'équipement comprennent 9 380,75 USD d'équipement de bureau achetés sur les ressources propres du CERC.

État des fonds, par subvention

Pour chaque subvention : le solde reporté de l'exercice précédent, les fonds reçus, les fonds dépensés, les fonds restitués au bailleur ou transférés à une autre subvention (et les ajustements), et le solde à reporter. Un solde négatif signifie des dépenses en avance sur le financement. Chaque ligne indique si ses chiffres sont audités, et par quel audit.

Subvention et bailleur	Solde reporté USD	Reçu USD	Dépensé USD	Restitué, transferts USD	Solde à reporter USD
Students Acting for Honesty, Integrity and Equality (SHINE) ¹ Integrity Action (NORAD) - Non audité	3 521,36	-	3 521,36	-	-
Youth Excel – Youth Represent DRC ² Ressources propres du CERC - Non audité – Rapport financier mensuel à IREX, approuvé par IREX	8 745,21	51 529,10	68 955,09	-	-8 680,78

Subvention et bailleur	Solde reporté USD	Reçu USD	Dépensé USD	Restitué, transferts USD	Solde à reporter USD
Année zéro – Students Acting for Accountability and Quality of Education ³ Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Oxfam IBIS · Non audité	746,50	-	-	-746,50	-
Students Acting for Accountability and Quality of Education ⁴ Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Oxfam IBIS · Audité – Audit 2022 d'Education Out Loud (DWAC)	-	361 361,00	273 342,00	752,00	88 771,00
Total	13 013,07	412 890,10	345 818,45	5,50	80 090,22

¹ **Students Acting for Honesty, Integrity and Equality (SHINE), 2022.** Dû à Integrity Action à la fin de 2021 (audit 2021). Utilisé en 2022 pour développer EduCheck : DevelopmentCheck, l'outil de suivi du projet SHINE, appartenait à Integrity Action, et le CERC voulait sa propre plateforme, gérée par le CERC, pour le suivi à long terme des écoles par les élèves (déclaration du CERC).

² **Youth Excel – Youth Represent DRC, 2022.** Les dépenses jusqu'en décembre 2022 étaient en avance sur les avances reçues, d'où un solde négatif, couvert par le dernier versement d'IREX de février 2023 et par les ressources propres du CERC (voir 2023).

³ **Année zéro – Students Acting for Accountability and Quality of Education, 2022.** Le solde de l'année zéro (746,50 USD) est passé au projet Education Out Loud.

⁴ **Students Acting for Accountability and Quality of Education, 2022.** Reçu d'Oxfam IBIS : 258 115 USD le 17 mars et 103 246 USD le 21 octobre 2022 (361 361 USD). Apporté par l'année zéro : 746,50 USD (audit 2021). L'audit 2022 ouvre le projet au 1er mars 2022 avec 751 USD, soit 4,50 USD de plus : le grand livre du CERC reprend 746,41 USD (330 USD en caisse et 416,41 USD en banque, 0,09 USD de moins que l'audit 2021) et le compte bancaire contenait aussi 5,06 USD de fonds propres du CERC laissés pour les frais de tenue de compte ; l'audit, en dollars entiers, compte ces 751,47 USD pour 751 USD. Ses rubriques de dépenses dépassent de 1 USD son total de 273 341 USD. Solde audité : 88 771 USD – le rapport du CERC à Oxfam IBIS donne 88 765,92 USD, le même solde avant ces arrondis.

Revue financière (suite)

L'auditeur (DWAC) a émis une opinion avec réserves (« sauf pour ») : 81 651 USD effectivement détenus (80 951 USD en banque, 700 USD en caisse) et 7 120 USD d'avances non encore justifiées au 31 décembre 2022 – trois avances pour des activités en cours, listées dans le rapport du 4e trimestre du CERC : 5 000 USD pour l'identification et la formation des clusters de l'éducation, 2 000 USD pour une mission à Bukavu, 120 USD de transport pour doter les Clubs d'Intégrité ; 5 158 USD de dépenses sans accord préalable d'Oxfam IBIS (cautions de loyer 3 800 USD, personnel non budgétisé 1 358 USD) ; 2 517 USD de frais de personnel administratif de plus dans le rapport financier (16 590 USD) que dans le grand livre (14 073 USD) ; justificatifs insuffisants pour 3 800 USD de frais d'hébergement d'une mission de 152 jours.

POLITIQUE 002

Conformité et normes de rapportage

Cette section applique à ce rapport les corrections apportées sur la page de redevabilité financière du CERC (cerc.cd/fr/notre-redevabilite-financiere/) : la conformité de chaque subvention à la politique 002, chaque écart entre rapports, comptes et audits – expliqué, ou non résolu et signalé en rouge – et la note de ce rapport au regard de la norme de rapportage de la politique 002, pour un objectif de 80 %.

Conformité à la politique 002 : 76 %

Moyenne des règles respectées (1), partiellement respectées (½) et non respectées (0) par chaque subvention en 2022.

Subvention et année – règles partiellement ou non respectées	Niveau
Students Acting for Honesty, Integrity and Equality (SHINE) 2022 · Audit externe; Fonds et soldes des bailleurs; Dépenses autorisées et justifiées	Partiellement conforme 70 %
Youth Excel – Youth Represent DRC 2022 · Audit externe; Dépenses autorisées et justifiées	Partiellement conforme 75 %

Subvention et année – règles partiellement ou non respectées	Niveau
Année zéro – Students Acting for Accountability and Quality of Education 2022 · Audit externe; Dépenses autorisées et justifiées	Partiellement conforme 80 %
Students Acting for Accountability and Quality of Education 2022 · Dépenses autorisées et justifiées; Rapports conformes aux comptes	Partiellement conforme 80 %

Écarts entre rapports, comptes et audits

Écart	Montant USD
Expliqué – Education Out Loud : trésorerie d'ouverture	4,50
L'audit 2022 ouvre le projet avec 751 USD ; l'audit 2021 laissait 746,50 USD. Le grand livre du CERC reprend 746,41 USD (330 USD en caisse, 416,41 USD en banque) et le compte contenait aussi 5,06 USD de fonds propres du CERC laissés pour les frais bancaires (rapprochement bancaire du 28 février 2022) : 751,47 USD, que l'audit, en dollars entiers, présente comme 751 USD. Reste : 0,09 USD entre le grand livre et l'audit 2021.	
Expliqué – Education Out Loud : arrondi de l'audit 2022	1,00
L'audit travaille en dollars entiers : ses rubriques de dépenses totalisent 273 342 USD, son total est de 273 341 USD (grand livre du CERC : 273 341,49 USD). Le solde audité de 88 771 USD est le solde du rapport du CERC à Oxfam IBIS, 88 765,92 USD, plus les 5,06 USD de fonds propres et les arrondis.	
Expliqué – Education Out Loud : avances non justifiées au 31 décembre 2022	7 120,00
Trésorerie de 81 651 USD pour un solde de 88 771 USD (audit 2022). Les 7 120 USD sont trois avances pour des activités en cours, listées dans le rapport du 4e trimestre du CERC à Oxfam IBIS : 5 000 USD pour l'identification et la formation des clusters de l'éducation, 2 000 USD pour une mission à Bukavu, 120 USD de transport pour doter les Clubs d'Intégrité. Le grand livre 2023 montre le début du travail sur les clusters en janvier 2023. Les trois avances ont été justifiées ou remboursées au plus tard en juin 2025 (déclaration du CERC). Ces pièces sont conservées par le CERC et ne sont pas auditées.	
Expliqué – Education Out Loud : frais de personnel administratif	2 517,00
Le rapport financier indique 16 590 USD pour la ligne budgétaire 6.1 (personnel administratif), le grand livre 14 073 USD. L'auditeur qualifie les 2 517 USD d'écart injustifié : la dépense pourrait être surévaluée. L'écart a été corrigé au plus tard en juin 2025 (déclaration du CERC). Ces pièces sont conservées par le CERC et ne sont pas auditées.	

Revue financière (suite)

Écart	Montant USD
Expliqué – Education Out Loud : dépenses sans accord préalable 5158 USD dépensés sans l'accord formel d'Oxfam IBIS : cautions de loyer des bureaux de Bukavu et de Kinshasa (3800 USD, enregistrées au grand livre en mars 2022) et personnel non budgétisé (1358 USD). Régularisé avec Oxfam IBIS au plus tard en juin 2025 (déclaration du CERC). Ces pièces sont conservées par le CERC et ne sont pas auditées.	5 158,00
Expliqué – Education Out Loud : frais d'hébergement d'une mission 3800 USD d'hébergement remboursés pour une mission de 152 jours du Directeur exécutif à Bukavu (mars-décembre 2022) : l'auditeur n'a reçu ni les rapports de mission ni les termes de référence, ni la justification d'une mission de cinq mois et du remboursement tardif. Les pièces justificatives ont été fournies au plus tard en juin 2025 (déclaration du CERC). Ces pièces sont conservées par le CERC et ne sont pas auditées.	3 800,00
Expliqué – SHINE : solde utilisé pour développer EduCheck Le solde non utilisé de SHINE phase 3, 3521,36 USD, était dû à Integrity Action dans les audits 2020 et 2021. Le CERC l'a utilisé en 2022 pour développer EduCheck : DevelopmentCheck, l'outil de suivi du projet SHINE, appartenait à Integrity Action, et le CERC voulait sa propre plateforme numérique, gérée par le CERC, pour le suivi à long terme des écoles par les élèves. L'accord écrit d'Integrity Action à cette réaffectation n'est pas documenté : la règle sur les soldes des bailleurs est donc présentée comme partiellement respectée.	3 521,36
Expliqué – Youth Excel : dépenses au-delà de la subvention, couvertes par le CERC La sous-subvention USAID/IREX était financée par des avances sur rapports financiers mensuels, chacun approuvé par IREX, qui a versé 90 781,86 USD au total, la dernière tranche en février 2023. Les dépenses cumulées déclarées à IREX à décembre 2022 étaient de 92 716,59 USD : les 1934,73 USD au-delà des fonds reçus – la « trésorerie disponible » du rapport de décembre 2022 du CERC – ont été payés sur les ressources propres du CERC (cotisations des membres). Le projet est clôturé à zéro.	1 934,73

Suivi de l'audit 2022 et des recommandations d'Oxfam IBIS

Constat ou recommandation	Statut
Audit 2022 – 7 120 USD d'avances de trésorerie non justifiées au 31 décembre 2022.	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC
Audit 2022 – 2 517 USD de frais de personnel administratif de plus dans le rapport financier que dans le grand livre.	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC

Constat ou recommandation	Statut
Audit 2022 – 5 158 USD dépensés sans l'accord formel du bailleur (garanties locatives 3 800 USD, personnel non budgétisé 1 358 USD).	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC
Audit 2022 – 3 800 USD de frais d'hébergement d'une mission de 152 jours sans termes de référence ni rapports de mission.	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC
Audit 2022 – Achats au-dessus du seuil de passation des marchés (1 250 USD) insuffisamment documentés : méthode de sélection et mise en concurrence pas toujours respectées (autres informations, sans effet sur l'opinion).	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC
Audit 2022 – 5 100 USD de salaires payés pour des mois non couverts par un contrat (mars, avril et décembre 2022 ; autres informations).	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC
Oxfam IBIS – Un conseil d'administration fonctionnel doté de pouvoirs de gouvernance démocratique (condition des décaissements 2023).	Réalisé
Oxfam IBIS – Un seul mandataire au compte bancaire.	Réalisé
Oxfam IBIS – Audit annuel des comptes du projet.	En cours
Oxfam IBIS – Pas d'équipe d'audit interne.	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC
Oxfam IBIS – Un outil d'inventaire électronique plus détaillé.	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC
Oxfam IBIS – Listes de présence gardées par le programme, à part des feuilles de paiement.	Réalisé au plus tard en juin 2025 – déclaration du CERC

Norme de rapportage de la politique 002 : 85 %

Ce rapport atteint l'objectif de 80 %.

Revue financière (suite)

Critère	Statut
Fonds reçus, par bailleur et par projet (IV.12)	Respecté
Ressources par bailleur et par projet.	
Dépenses par catégorie (II.6.4)	Respecté
Par catégorie et par objectif.	
Budget et réalisations, par ligne budgétaire (II.6.4)	Respecté
Education Out Loud : 76 % du budget (audit) ; Youth Excel : par ligne budgétaire.	
Situation de trésorerie en fin d'exercice (II.6.4)	Respecté
Education Out Loud : 81 651 USD détenus au 31 décembre 2022 (audit).	
Engagements et soldes dus (II.6.4)	Respecté
Avances à justifier et soldes dus, d'après l'état des fonds.	
État des fonds, par subvention (III.2.2)	Respecté
État des fonds par subvention.	
Comparaison avec l'exercice précédent (II.6.4)	Respecté
2022 comparé à 2021.	
Audit externe : auditeur et opinion (III.3.2)	Respecté
DWAC, Education Out Loud : opinion avec réserves ; les autres subventions ne sont pas auditées.	

Critère	Statut
Constats d'audit et plan d'action de suivi (III.3.5)	Respecté
Les constats de l'audit 2022 et les recommandations d'Oxfam IBIS sont publiés avec le statut de chacun ; le plan d'action détaillé reste interne (plan du CERC de janvier 2023, suivi d'Oxfam IBIS, procès-verbal du conseil d'administration du 10 février 2023).	
Écarts entre rapports, comptes et audits expliqués (III.3.3)	Respecté
Chaque écart entre rapports, comptes et audits est expliqué ; les constats de l'audit 2022 ont été régularisés au plus tard en juin 2025 (déclaration du CERC, pas encore auditée).	
Conformité aux politiques financières évaluée (Policy 002)	Respecté
Évaluée dans ce rapport.	
Immobilisations et équipements (inventaire) (VI.8, VII.1)	Non respecté
Aucun fichier des immobilisations ni inventaire de 2022 n'est publié.	
Rapport financier validé par le Conseil d'administration (IV.12)	Non respecté
Aucune trace de la validation du rapport financier par le Conseil d'administration n'est publiée.	

FONDS AFFECTÉS

Les projets financés

Les chiffres de la présente revue concernent deux projets, chacun financé par une subvention de projet.

Projet	Bailleur	Période	Reçu USD
Students Acting for Accountability and Quality of Education	Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Education Out Loud (Oxfam IBIS)	18 mois à partir de février 2022	361 361
Youth Excel – Youth Represent DRC	USAID, à travers IREX	2022	51 529,10

Fonds reçus en 2022. Education Out Loud : les deux virements de 2022 (361 361 USD, note 2) ; la trésorerie de 751 USD au début du projet est le solde de l'année zéro reporté de 2021 (note 1 et état des fonds). Youth Excel : les avances reçues d'IREX en 2022, dans le cadre de l'accord de sous-subvention FY22-YOUTH_EXCEL-CERC-01 (non audité) ; celles de 2021 figurent dans le rapport 2020-2021.

- **Students Acting for Accountability and Quality of Education** – Des Clubs d'Intégrité dans 150 écoles secondaires de Kinshasa et du Sud-Kivu, où des élèves formés comme jeunes moniteurs ont surveillé les services éducatifs et partagé leurs résultats sur EduCheck, ainsi que la formation d'enseignants et de chefs d'établissement et le plaidoyer auprès des responsables de l'éducation et des parlementaires.
- **Youth Excel – Youth Represent DRC** – Des recherches de mise en œuvre menées par un réseau de 10 organisations dirigées par des jeunes ou à leur service à Kinshasa, le Data Summit des ICON (août 2022) et un projet conjoint à impact rapide pour la réinsertion socio-économique de 45 jeunes sans emploi et sous-représentés.

RESSOURCES

Les ressources

En 2022, le CERC a reçu **361 361 USD** pour le projet Education Out Loud : deux virements sur son compte bancaire ouvert à la Trust Merchant Bank (TMB), 258 115 USD le 17 mars et 103 246 USD le 21 octobre 2022 (note 2). Avec les 751 USD de trésorerie au début du projet – le solde de l'année zéro reporté, 746,50 USD dans l'audit 2021 –, le projet disposait de 362 112 USD (note 1).

Pour Youth Excel, le CERC a reçu 51 529,10 USD d'IREX en 2022 ; les avances de 2021 (32 506,71 USD) sont présentées dans le rapport 2020-2021. Dans son rapport de décembre 2022, le CERC a demandé le dernier décaissement, une avance de 6 746,05 USD (note 6). Ces chiffres n'ont pas été audités.

DÉPENSES

Les dépenses

Les dépenses du projet Education Out Loud en 2022 se sont élevées à **273 341 USD**, pour des prévisions de 361 361 USD – un taux de réalisation de 76 %, soit 88 020 USD non dépensés (note 1). Toutes les rubriques sont restées en deçà des prévisions, de 44 % pour les campagnes de plaidoyer (objectif 4) à 93 % pour les coûts directs d'appui au projet.

Les quatre objectifs spécifiques ont représenté 10 032 USD (objectif 1, responsables de l'éducation, organisations de la société civile et parlementaires), 124 956 USD (objectif 2, élèves agents de changement – dont 114 079 USD pour les jeunes moniteurs formés à surveiller les services éducatifs et à partager leurs résultats sur EduCheck), 24 282 USD (objectif 3, sensibilisation des écoles) et 1 689 USD (objectif 4, campagnes nationales de sensibilisation).

Les coûts directs d'appui au projet se sont élevés à 92 849 USD, principalement pour le personnel du programme (50 762 USD) et les coûts opérationnels (26 149 USD), et les frais administratifs à 19 534 USD (note 3).

Au 31 décembre 2022, le solde théorique de trésorerie était de 88 771 USD et le solde physique de 81 651 USD (700 USD en caisse et 80 951 USD en banque). L'écart de 7 120 USD représentait des avances de trésorerie non justifiées au 31.12.2022 (note 4).

Pour Youth Excel, les dépenses cumulées au 31 décembre 2022 se sont élevées à **92 716,59 USD**. Les salaires (34 551,13 USD) et les avantages sociaux (23 578,01 USD) ont dépassé leur ligne budgétaire de 2 914,47 USD et de 3 718,00 USD, et les fournitures de 10,00 USD ; les déplacements, les prestations contractuelles et les autres coûts directs sont restés en deçà du budget (note 5). Ces chiffres n'ont pas été audités.

AUDIT

Le rapport de l'auditeur indépendant

DWAC a audité l'état de dépenses et de recettes 2022 du projet Education Out Loud (note 1). Les chiffres de Youth Excel ne sont pas couverts par cet audit.

L'auditeur a exprimé une opinion avec réserve (« à l'exception de »), fondée sur les constats suivants :

- Des dépenses d'un montant total d'USD 5 158 non prévues et encourues sans l'accord formel du bailleur. Il s'agit du paiement des garanties locatives (USD 3 800) et des salaires du personnel non budgétisé (USD 1 358).

- Le rapprochement du total des dépenses de la ligne 6.1 (personnel administratif) dans le grand livre USD 14 073 avec le solde déclaré dans le rapport financier (USD 16 590) dégage un écart non justifié d'USD 2 517. Les dépenses du Projet ont été surestimées de ce montant.
- Les évidences nécessaires et cohérentes pouvant justifier le remboursement des frais de logement d'USD 3 800 pour la mission de 152 jours (mars-décembre 2022) effectués par le Directeur Exécutif à BUKAVU n'ont pas été présentées. En dehors des rapports des différentes activités de la mission qui n'ont pas été mis à disposition, dans les TDRs, la nécessité d'une mission de 5 mois n'a pas été démontrée et la raison de ce remboursement tardif (4 mois après la mission) n'a pas été expliquée à la demande des fonds.

À notre avis, à l'exception des faits relevés ci-dessus, l'état de dépenses et de recettes ci-joint donne, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du projet « Élèves agissant pour la redevabilité et la qualité de l'éducation » exécuté par CERC du 01/01 au 31/12/2022 conformément aux contrats de subvention signé entre CERC et EDUCATION OUT LOUD (EOL).

POLITIQUE DE FINANCEMENT

Nos sources de financement

Le CERC est financé par des bailleurs institutionnels, directement ou à travers des organisations partenaires, sous forme de subventions affectées à des projets. En 2022, il s'agissait du Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Education Out Loud (Oxfam IBIS), et de l'USAID, à travers IREX.

Revue financière (suite)

Chaque projet disposait de son budget approuvé ; le CERC a rendu compte à ses bailleurs par des rapports narratifs et financiers – les rapports financiers mensuels de novembre et décembre 2022 de Youth Excel ont été approuvés par IREX –, et les comptes des projets sont audités selon les exigences de chaque bailleur : le projet Education Out Loud a ainsi été audité pour 2022.

NOTE 1

Projet Education Out Loud – état des dépenses et des recettes, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

Prévisions et dépenses réalisées par rubrique budgétaire, et financement, en USD.

Code	Libellé	Prévisions en USD (1)	Tot. réal. USD (2)	Écart (1) – (2)	Taux de réal. en % (2)/(1)
1	À la fin de 2024, 50 hauts responsables de l'éducation, 6 organisations de la société civile et 10 parlementaires travaillent en étroite collaboration avec le CERC pour intégrer des protocoles de lutte contre la corruption et de responsabilisation dans le secteur de l'éducation	16 906	10 032	6 874	59

Code	Libellé	Prévisions en USD (1)	Tot. réal. USD (2)	Écart (1) – (2)	Taux de réal. en % (2)/(1)
2	À la fin du projet, 2250 étudiants (âgés de 14 à 19 ans) se sont engagés et soutenus pour devenir des agents actifs de changement positif en défendant les comportements anticorruptions et de responsabilisation et à exiger que les réformes de l'éducation répondent à leurs besoins	172 635	124 956	47 679	72
3	À la fin de 2023, 150 écoles secondaires ont encouragé à intégrer des clubs d'intégrité pour assurer la durabilité à long terme des efforts de lutte contre la corruption et de responsabilisation dans le secteur de l'éducation	39 445	24 282	15 163	62

Revue financière (suite)

Code	Libellé	Prévisions en USD (1)	Tot. réal. USD (2)	Écart (1) – (2)	Taux de réal. en % (2)/(1)
4	Les campagnes de plaidoyer et les campagnes dirigées par des étudiants suscitent un soutien et une demande plus larges en matière de mesures de lutte contre la corruption	3 800	1 689	2 111	44
5	Coût direct d'appui au projet	100 220	92 849	7 371	93
6	Frais administratifs	28 355	19 534	8 821	69
	Sous-total coûts du projet (A)	361 361	273 341	88 020	76
	Trésorerie au début du projet : 01/03/2022		751		
	Financement reçu		361 361		
	Sous-total financements (B)		362 112		
	Solde théorique C = (B) – (A)		88 771		
	Solde physique de trésorerie D		81 651		
	Écart = C – D		7 120		

Cet écart représente des avances de trésorerie non justifiées au 31.12.2022.

NOTE 2

Projet Education Out Loud – fonds reçus en 2022

Fonds reçus d'Education Out Loud (EOL) au cours de la période, en USD. Les virements ont été effectués sur le compte bancaire ouvert à la Trust Merchant Bank (TMB).

Date	Description	Montant (USD)
17/03/2022	Transfert 1	258 115
21/10/2022	Transfert 2	103 246
	Total transferts	361 361

NOTE 3

Projet Education Out Loud – dépenses par rubrique

Détail des dépenses réalisées pour chaque rubrique budgétaire, d'après les notes annexes à l'état.

Description	Dépense au 31/12/2022 (USD)
1. OS1 : hauts responsables de l'éducation, organisations de la société civile et parlementaires	
Des responsables de l'éducation sélectionnés, des organisations de la société civile et des parlementaires sont à la tête de l'intégration des mesures de lutte contre la corruption et de responsabilisation du secteur	6 522
Améliorer le cadre juridique permettant aux enfants de demander des comptes à leurs institutions gouvernementales	3 510
Total	10 032

2. OS2 : 2250 élèves engagés comme agents de changement

Description	Dépense au 31/12/2022 (USD)
Les résultats de l'éducation anti-corruption et intégrité chez les enfants du secondaire sont évalués chaque année dans chaque école impliquée dans le projet (enquête KAP utilisée comme méthodologie)	7 638
Les jeunes moniteurs formés et engagés à surveiller les services et les projets éducatifs et à partager leurs résultats sur EduCheck	114 079
Réunions Integrity Club tenues	3 240
Total	124 956
3. OS3 : 150 écoles secondaires et Clubs d'Intégrité	
Sensibilisation des écoles	24 282
Total	24 282
4. OS4 : plaidoyer et campagnes menées par les élèves	
Campagnes de sensibilisation au niveau national mises en œuvre ciblant le grand public	1 689
Total	1 689
5. Coût direct d'appui au projet	
Personnel du programme	50 762
Voyage et hébergement	10 938
Coût opérationnel	26 149
Développement des capacités du personnel	5 000
Total	92 849
6. Frais administratifs	
Personnel administratif	16 590
Frais de transport administration	473

Description	Dépense au 31/12/2022 (USD)
Frais bancaires	2 471
Total	19 534

NOTE 4**Projet Education Out Loud – solde de trésorerie au 31 décembre 2022**

Description	Montant au 31/12/2022 (USD)
Solde au 01.01.2022	751
Total financement reçu de EOL	361 361
Total dépenses (emplois) réalisées	273 341
Solde de trésorerie	88 771
Caisse	700
Banque	80 951
Total des inventaires	81 651
Écart de trésorerie (non justifié)	7 120

Cet écart représente des avances de trésorerie non justifiées au 31.12.2022.

Source : rapport d'audit de DWAC (Mac NGUBI, expert-comptable), 7 avril 2023. Rapport complet : [rapport d'audit 2022 \(PDF\)](#).

NOTE 5 – NON AUDITÉ**Youth Excel (USAID / IREX) – dépenses au 31 décembre 2022**

Chiffres du rapport financier du CERC à IREX pour décembre 2022 (accord de sous-subsvention FY22-YOUTH_EXCEL-CERC-01), approuvé par IREX.

Revue financière (suite)

Ils n'ont pas été audités et ne sont pas couverts par l'audit du projet Education Out Loud (notes 1 à 4).

Catégorie budgétaire	Budget approuvé USD	Dépenses cumulées au 31/12/2022	Écart budgétaire
Salaires	31 636,66	34 551,13	-2 914,47
Avantages sociaux	19 860,01	23 578,01	-3 718,00
Déplacements	3 480,00	1 806,65	1 673,35
Équipement	0,00	0,00	0,00
Fournitures	900,00	910,00	-10,00
Prestations contractuelles	10 000,00	3 870,00	6 130,00
Autres coûts directs (ODC)	23 150,52	20 124,73	3 025,79
Sous-total des coûts directs	89 027,19	84 840,52	4 186,67
Coûts indirects	8 500,72	7 876,07	624,65
Total des dépenses	97 527,91	92 716,59	4 811,33

YOUTH EXCEL - PAR ANNÉE

Dépenses et fonds reçus, 2021 et 2022

Les dépenses jusqu'en décembre 2021 sont celles de 2021 (rapport 2020-2021, note 2) ; les dépenses de 2022 sont les dépenses cumulées au 31 décembre 2022 moins celles de 2021.

Rubrique budgétaire	2021 USD	2022 USD	Cumul au 31/12/2022
Salaires et avantages sociaux (labor et fringe)	18 150,72	39 978,42	58 129,14

Rubrique budgétaire	2021 USD	2022 USD	Cumul au 31/12/2022
Déplacements	392,00	1 414,65	1 806,65
Fournitures	785,00	125,00	910,00
Prestations contractuelles	-	3 870,00	3 870,00
Autres coûts directs (ODC)	2 410,00	17 714,73	20 124,73
Coûts indirects	2 023,78	5 852,29	7 876,07
Total des dépenses	23 761,50	68 955,09	92 716,59
Fonds reçus d'IREX	32 506,71	51 529,10	84 035,81

Fonds reçus : 32 506,71 USD en 2021 et 51 529,10 USD en 2022 ; le dernier versement, 6 746,05 USD, a été reçu en février 2023 - 90 781,86 USD au total.

NOTE 6 - NON AUDITÉ

Youth Excel (USAID / IREX) – financement et dernière demande d'avance, décembre 2022

Avances reçues d'IREX et dernière avance demandée dans le rapport financier du CERC pour décembre 2022.

Financement	USD
Avances cumulées jusqu'en décembre 2022	90 781,86
Trésorerie disponible	-1 934,73
Dépenses prévues	4 811,32
Avance demandée, décembre 2022 (dernier décaissement)	6 746,05

Source : CERC, rapport financier mensuel et formulaire de demande d'avance, 1er au 31 décembre 2022. Non audité.



CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

f [cerccongo](#)

X [cerccongo](#)

in [cerccongo](#)

📷 [cerccongo](#)

www.cerc.cd

32, Avenue CPA, Quartier CPA Mushi, Commune de Mont-Ngafula, Kinshasa, RDC

info@cerc.cd · +243 977 757 227

Le CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée (numéro d'enregistrement : F.92/42579) dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021.

Le CERC dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

